

Au Burundi, le pouvoir menace les adversaires du référendum

Deutsche Welle, 10.01.2018 Un mois après le lancement de la phase explicative du référendum constitutionnel, les opposants soupçonnés d'appeler à voter Non sont sous la pression du camp du Oui. La coalition Mizero y'Abarundi lance l'alerte.

Les accrochages rapportés dans certaines localités du Burundi opposeraient les militants du parti présidentiel, le CNDD-FDD à ceux affiliés à la coalition de l'opposition Mizero y'Abarundi, présidée par le Député Agathon Rwasa. Celui-ci est hostile à la révision de la constitution. Agathon Rwasa et ses partisans se voient reprocher de militer contre le Oui au référendum constitutionnel et doivent faire face à des arrestations. Une vingtaine d'opposants auraient été interpellés. Mais pour Agathon Rwasa, ces arrestations reposent uniquement sur des soupçons. "On soupçonne que nos membres ne seraient pas d'accord avec le changement de la constitution", explique-t-il. Des opposants "pourchassés" "Ça se base justement sur la haine que les membres du parti au pouvoir ont développée contre les militants de la coalition Mizero y'Abarundi", dénonce Pierre-Célestin Ndikumana, le président du groupe parlementaire de la coalition de l'opposition Mizero y'Abarundi. Selon lui, il s'agit d'une "intolérance politique. Avant même d'entendre quelqu'un, ils ont déjà présumé qu'il va voter non. Et avec ça, les membres de la coalition Mizero y'abarundi et qui y croient fermement sont en train d'être pourchassés", ajoute-t-il. La Deutsche Welle a contacté des proches de personnes arrêtées qui sont visiblement inquiets. Ils déplorent les emprisonnements des leurs et réclament leur libération. Une campagne précoce ? Même dans le camp des défenseurs du référendum, des voix s'élèvent contre les arrestations d'opposants, à l'instar de Gilbert Becaud Njangwa, le président de l'Observatoire national des élections, membre par ailleurs de la commission ayant proposé les amendements de la constitution. Celui-ci dit déplorer les arrestations mais estime qu'il est encore tôt de faire campagne pour ou contre la révision de la constitution. En principe, explique-t-il, "la campagne en faveur du oui ou du non n'est pas encore déterminée". À en croire Gilbert Becaud Njangwa, il ne s'agit pour l'instant que d'une campagne d'explication des nouvelles dispositions contenues dans le nouveau projet de constitution." La mise en garde de Nkurunziza Gilbert Becaud Njangwa ajoute que la commission souhaite voir les Burundais voter Oui ou Non selon l'importance qu'ils attribuent au projet de loi fondamentale. Pourtant les choses ne paraissent pas aussi simples si on tient compte des propos du président burundais. En effet, Pierre Nkurunziza a averti il y a quelques jours que "s'opposer au référendum constitutionnel, c'est franchir la ligne rouge". Une déclaration faite lors du lancement de la campagne d'explications. En conséquence, tous les officiels appellent à voter Oui au référendum.

Par Antéditeste Niragira